

LIBREVILLE, 10 avril (Infosplusgabon) - Selon un communiqué de presse, des responsables du Groupe de la Banque africaine de développement et des représentants du gouvernement du Zimbabwe se sont rencontrés mercredi à Harare, pour discuter de l'apurement des arriérés du pays et de la situation du partenariat en cours entre ce pays d'Afrique australe et l'institution de développement.

Ils ont constaté que des progrès avaient été réalisés dans le programme de réforme du Zimbabwe.

La délégation de la Banque conduite par Yacine Fal, vice-présidente par intérim chargée du Développement régional, de l'Intégration et de la Prestation de services du Groupe de la Banque africaine de développement, s'est rendue dans deux pays d'Afrique australe. À Harare, ils se sont entretenus avec le ministre des Finances, Mthuli Ncube.

Celui-ci a présenté l'état des réformes en cours dans un contexte international marqué par les turbulences actuelles, les sécheresses, les cyclones, la pandémie de Covid-19 et, plus récemment, la hausse des prix du carburant et des engrais.

« Le gouvernement du Zimbabwe a réduit les taxes sur les carburants, apporté des modifications à sa politique foncière et est en train de mettre en œuvre une série de mesures de protection sociale tout en luttant contre la pandémie de Covid-19 », a déclaré Mthuli Ncube.

Deux projets, en particulier, se déroulent de façon satisfaisante. Le premier est un programme qui s'appuie sur les ressources agricoles et a aidé deux millions de ménages ; le second est un programme de transferts monétaires ciblant les enfants des familles défavorisées.

Parmi les autres mesures figurent des soins médicaux subventionnés au profit des personnes âgées et divers groupes vulnérables de la population ainsi qu'un programme de distribution de

céréales pour les populations des zones touchées par la sécheresse.

Mthuli Ncube a affirmé que le gouvernement discutait de la mise en place d'un nouveau programme supervisé par le personnel du Fonds monétaire international. Les programmes supervisés par le personnel sont des accords informels entre les autorités nationales d'un pays et le personnel du Fonds monétaire international (FMI) destinés à superviser le déroulement du programme économique mené par les autorités du pays.

Saluant les résultats obtenus en peu de temps grâce aux réformes, Yacine Fal a déclaré que la poursuite des efforts de coordination avec les partenaires en faveur des réformes et de la concertation étaient essentiels.

« Vous avez un programme de réforme très ambitieux et les obstacles sont nombreux », a-t-elle déclaré.

Pour Kevin Urama, économiste en chef et vice-président chargé de la Gouvernance économique et de la Gestion des connaissances du Groupe de la Banque africaine de développement, « les réformes réalisées par le Zimbabwe au niveau de ses entreprises publiques ont été une démonstration de sa volonté d'aller de l'avant. »

Le Centre africain des ressources naturelles de la Banque africaine de développement est susceptible d'apporter un appui et une assistance technique supplémentaires en matière de politique foncière. « Son académie de gestion des finances publiques, qui fournit un cadre permettant de soutenir les pays africains dans leurs efforts de gestion des finances publiques et de la dette, en particulier en ce qui concerne la formation, l'assistance technique et la concertation au niveau des politiques, est un autre outil important de la Banque pour apporter de l'aide », a affirmé M. Urama.

© Copyright Infosplusgabon